

# Formation, recherche et innovation



# Répartir clairement les tâches et renforcer la formation et l'innovation

**U**n système de formation, de recherche et d'innovation efficace est la base du développement économique et de la prospérité de la Suisse. L'UDC soutient une formation de haute qualité qui se concentre sur la réalité économique du monde professionnel. La recherche et l'innovation sont en premier lieu une tâche de l'économie privée pour laquelle l'Etat doit jouer un rôle subsidiaire et veiller à assurer de bonnes conditions-cadres.



Judith Ricklin  
Enseignante Prima

“ L'enseignement intégratif et l'immigration pèsent sur le climat d'apprentissage dans les classes déjà très hétérogènes. Par conséquent, de plus en plus de pédagogues agissent au sein d'une classe, ce qui génère une agitation correspondante. Tout cela a un impact négatif sur le climat de classe et l'apprentissage. Il est grand temps de mettre fin à ces expériences. ”

### Une formation orientée vers l'emploi

Le système éducatif doit s'adapter à la réalité du monde du travail. Si l'on a besoin de plus de médecins, d'informaticiens, d'ingénieurs et de techniciens, ceux-ci doivent être formés en Suisse. Face aux critiques des dirigeants économiques et des universités sur le manque de connaissances de base des élèves sortant de l'école obligatoire, les responsables de ce niveau scolaire doivent recentrer la formation sur la langue maternelle, les mathématiques et les sciences naturelles et renoncer à l'enseignement idéologique comme la politique de genre et l'éducation sexuelle, voire la protection des consommateurs et



de l'environnement, qui est hostile à l'économie. Les enfants présentant des troubles du comportement ou des difficultés d'apprentissage ne doivent pas automatiquement être intégrés dans les classes communes mais doivent à nouveau pouvoir être scolarisés dans des classes séparées.

### On n'a rien sans rien

L'exigence doit être au cœur quotidien scolaire, car la réalité du monde du travail est la compétition et la recherche de bonnes performances. La souveraineté des cantons en matière scolaire (niveaux primaire et secondaire I) est l'un des piliers du système éducatif suisse. Les cantons et donc les citoyens doivent pouvoir choisir leur système scolaire selon les règles de la démocratie directe. Les programmes scolaires des cantons doivent fixer des objectifs clairs et contraignants. La performance et la qualité doivent être exigées et encouragées à tous les niveaux scolaires ; sans ordre, discipline et goût de l'effort, il n'y a pas de réussite scolaire. Les devoirs à domicile favorisent la prise de conscience des performances et constituent en même temps un pont essentiel entre l'école et les parents. Les performances des élèves doivent être évaluées par des notes et des évaluations écrites du comportement. Les carnets de notes doivent être simples, clairs et compréhensibles, pour les parents comme pour les entreprises formatrices.

### Revaloriser l'apprentissage et les professions techniques

La promotion ciblée du système dual doit mettre plus en avant les avantages de l'apprentissage et de faire en sorte qu'à l'avenir,



plus de jeunes suivent à nouveau une formation professionnelle axée sur la pratique. Les taux élevés de maturité sont avant tout le résultat d'un nivellement par le bas et d'une uniformisation. Il est largement prouvé que la formation professionnelle est la meilleure garantie contre le chômage des jeunes et qu'elle constitue le lien le plus utile entre l'économie et l'enseignement public. L'UDC combat dès lors la tendance actuelle consistant à pousser les jeunes vers les universités. Elle s'engage également pour que l'on renonce par exemple à exiger une formation de Master des enseignants, des sage-femmes, des soignants ainsi que des enseignants des écoles maternelles et primaires. Les écoles spécialisées ne devraient plus non plus délivrer de doctorats.

### **Recherche et innovation : visons l'excellence !**

L'innovation est le moteur du développement économique. La Suisse, avec ses structures de coûts élevées, son petit marché intérieur et son manque de matières premières, dépend impérativement de l'innovation et est considérée comme championne du monde en la matière. La place de la recherche et de l'innovation est tributaire de conditions-cadres favorables ; dans ce contexte, la place de l'État est avant tout subsidiaire. Cette méthode fonctionne : la Suisse occupe une place de choix, voire de leader, dans de nombreuses comparaisons internationales, tandis que les entreprises privées assument plus des deux tiers des dépenses de recherche et de développement (R&D).



### **Universités : des connaissances de pointe pour les meilleurs étudiants**

Les universités suisses et les écoles polytechniques fédérales doivent mettre l'accent sur la transmission de connaissances théoriques, sur le travail scientifique et sur la recherche de pointe. Les offres d'études doivent être davantage axées sur les besoins du marché du travail. Dans cette optique, un *numerus clausus* doit être introduit pour les sciences sociales et humaines. L'UDC ne veut pas d'universités de masse, mais exige des universités de pointe pour les meilleurs étudiants. Face aux menaces des groupes extrémistes, les universités doivent en outre garantir la liberté d'expression des étudiants, des professeurs et des intervenants. Il est inacceptable que des cours soient annulés à cause d'une minorité d'étudiants qui s'opposent à la diversité des opinions.

### **Pour une coopération internationale raisonnable**

Il est inacceptable que les contribuables suisses financent la formation de milliers d'étudiants étrangers qui, une fois leur formation terminée, quittent le pays pour mettre leurs connaissances à profit dans d'autres économies. Il faut exiger des étudiants étrangers des taxes universitaires beaucoup plus élevées. La participation de la Suisse à des programmes européens de recherche et de formation déconnectés de l'économie et de la population doivent être perçus de manière critique et ne doivent pas être acceptés à tout prix. La diversification des partenaires scientifiques doit jouer un rôle primordial.



## Points de vue

### L'UDC ...

- s'engage en faveur d'un système éducatif de qualité, efficace et axé sur la performance, qui place la transmission de la formation au centre de ses préoccupations ;
- exige l'abandon du système scolaire unilatéralement intégratif ;
- défend la souveraineté et l'autonomie des cantons en matière d'éducation, notamment pour l'école obligatoire ;
- exige un enseignement scolaire moderne, adapté à la numérisation, et veut revenir sur les expériences de formation qui ont échoué ces dernières années (p. ex. l'enseignement intégratif ou l'écriture à haute voix) ;
- lutte contre le privilège systématique accordé aux enfants étrangers et pour l'abandon du nivellement minimaliste vers le bas, uniquement au profit des plus faibles sur le plan scolaire ;
- lutte contre le diagnostic systématique et pathologique d'éventuels dysfonctionnements chez les enfants scolarisés, afin de les encourager par l'État. La part globale de l'enseignement de soutien doit être réduite ;
- exige des écoles sans violence et sans drogue. La prévention de la violence et de la toxicomanie à l'école doit se voir accorder l'importance nécessaire ;
- est favorable à un enseignement politiquement équilibré ainsi qu'à la transmission et au maintien des valeurs et des traditions culturelles suisses dans les écoles publiques ;
- exige que le taux de maturités ne soit pas artificiellement augmenté et que les examens d'entrée dans les écoles secondaires II soient maintenus ;
- s'engage pour le renforcement de la formation professionnelle duale axée sur la pratique ;
- exige un « numerus clausus » pour les sciences sociales et humaines pour un paysage universitaire mieux orienté vers l'économie et la création de valeur ;
- s'engage pour la liberté d'opinion à l'université et pour la diversité d'opinion chez les enseignants ;
- se félicite de la promotion de fonds privés auprès des chaires universitaires ;

- exige une augmentation des frais de scolarité pour les étudiants étrangers ;
- exige des révisions périodiques et les adaptations nécessaires du processus de Bologne concernant les diplômes, l'attractivité et l'employabilité ;
- exige des incitations pour les prêts d'études au lieu des bourses et que les bourses soient systématiquement récupérées en cas d'interruption des études ;
- veut éviter que les hautes écoles spécialisées ne deviennent des « universités cantonales » et empêcher ainsi les doublons (pas de masters, pas de thèses de doctorat dans les hautes écoles spécialisées) ;
- exige que tous les professeurs qui forment les futurs enseignants dans les hautes écoles pédagogiques aient eux-mêmes exercé au moins trois ans en tant qu'enseignants en classe ;
- exige que les organismes de formation privés, notamment dans le domaine de la formation continue, ne soient pas concurrencés par l'État.

## + Avantages

### Cela m'apporte :

- ✓ en tant qu'élève et étudiant, une formation proche de la pratique et de bonnes chances sur le marché du travail ;
- ✓ en tant que parents, la certitude que mes enfants seront préparés à l'école aux défis de la vie professionnelle ;
- ✓ en tant qu'enseignant, la possibilité de me concentrer sur la transmission du savoir plutôt que de m'épuiser à des tâches administratives dans le vide ;
- ✓ en tant qu'entreprise formatrice, des apprentis qui sortent de l'école obligatoire avec un solide bagage de formation ;
- ✓ en tant que chef de personnel, des professionnels bien formés en Suisse ;
- ✓ en tant que contribuable, que l'argent de mes impôts soit utilisé de manière ciblée.